

Recherches sociographiques



Raymond COURCY, *Vie religieuse et monde moderne. Les petites sœurs de l'Assomption au Canada*

Robert Mayer

Volume 33, Number 3, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056721ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056721ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mayer, R. (1992). Review of [Raymond COURCY, *Vie religieuse et monde moderne. Les petites sœurs de l'Assomption au Canada*]. *Recherches sociographiques*, 33(3), 488–491. <https://doi.org/10.7202/056721ar>

des éducateurs compétents, les parents nous mettent sur une voie qui permettra, selon moi, de sortir des impasses actuelles.

Fernand OUELLET

*Département de théologie,
Université de Sherbrooke.*

Raymond COURCY, *Vie religieuse et monde moderne. Les petites sœurs de l'Assomption au Canada*, Centre d'études canadiennes de Bordeaux (France), Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1990, 204 p.

Chercheur formé en science politique, rattachée au Centre d'études canadiennes de Bordeaux, l'auteur est aussi prêtre, chargé de la formation sociologique des religieux et religieuses dans le diocèse de Bordeaux. C'est à partir de cette double formation qu'il a voulu analyser l'évolution des petites sœurs de l'Assomption en terre québécoise. Cette congrégation est née en France en 1865 et s'implanta au Canada en 1933. Le livre porte surtout sur l'évolution des trente dernières années (1960-1990), mais au-delà de l'histoire spécifique des «petites sœurs», c'est aussi toute l'évolution religieuse du Québec qui est abordée et plus spécifiquement les rapports entre la religion et la modernité.

Je ne suis pas un spécialiste de la sociologie des religions. Deux raisons m'ont motivé à accepter de rendre compte de cette publication : la première est d'ordre professionnel. M'intéressant à l'évolution des pratiques sociales en milieux défavorisés, j'ai pensé que cette expérience des «petites sœurs» pouvait être éclairante à plus d'un titre (j'y reviendrai). La seconde raison est plus personnelle. Ma famille qui, au milieu des années 1960, habitait le quartier de la Petite Bourgogne à Montréal, a bénéficié de l'action sociosanitaire des sœurs de l'Assomption. Ma mère, gravement malade, a reçu pendant plusieurs mois les bons soins (infirmiers et autres) de ces religieuses qui partaient du quartier voisin (Saint-Henri) où elles habitaient et prenaient quotidiennement les transports publics pour venir soulager les familles des quartiers dits «défavorisés». À cette époque, comme maintenant, peu de médecins acceptaient de venir à domicile et de s'occuper des malades en phase terminale. N'eût été l'action bénévole de ces religieuses-infirmières, je ne sais pas comment ma famille aurait traversé cette terrible période. C'est pourquoi au fil des ans j'ai toujours gardé une admiration pour leur travail. Près de trente ans plus tard, je me suis dit que c'était la moindre des choses que de m'intéresser à leur évolution et de rendre compte de leurs actions dans l'ensemble du Québec.

En introduction, Raymond Courcy aborde les rapports de l'Église avec la société globale. Ils ont souvent été, par le passé, conflictuels; cela est aujourd'hui exacerbé, car la société moderne s'efforce de «rejeter toute incidence religieuse» (p. 5). Nous sommes entrés dans une période où toutes les visions du monde se valent, sur le marché des idées, et où le style de vie en société de type «cohésif» et «paroissial» a laissé place à un style relationnel de type «éclaté»

(p. 6). C'est la période dite de la modernité, basée notamment sur la logique scientifique. Dans un tel contexte, peut-il y avoir aussi une « création religieuse », s'interroge l'auteur.

Pour ce dernier, les multiples transformations de l'Église, au cours des décennies récentes, ne sont pas seulement des « changements superficiels » (p. 7). Pour bien les comprendre, il pose l'hypothèse que leur source se trouve non seulement chez ceux qui « sont au centre des décisions de l'Église mais aussi, sinon davantage, [chez] des groupes qui sont situés à la marge » et qui, par leurs discours et leurs pratiques, « obligent l'organisation centrale » (p. 8) à changer. D'où l'intérêt de mieux connaître l'évolution des « petites sœurs ». En effet cette congrégation est sans conteste « l'un des lieux les plus révélateurs de cet affrontement de la modernité et de la religion » (p. 15) et son histoire reflète bien la double logique de protestation et de fonctionnalité qui permet de saisir le sens de la restructuration de l'Église, dont la nouvelle logique des rapports entre celle-ci et le monde.

Le premier chapitre retrace les origines françaises de la congrégation qui remontent au milieu du dix-neuvième siècle. L'auteur insiste sur le fait que les deux fondateurs, Étienne Peret et Antoinette Fage, sont tous les deux issus des couches défavorisées : le premier est fils de petit paysan et la seconde est orpheline. L'un et l'autre grandissent dans le prolétariat parisien et ils connaissent tous deux « la pauvreté, la solitude, la maladie, l'incertitude des lendemains... » (p. 30). Rapidement le modèle d'intervention de la congrégation va se préciser : s'installer dans une modeste maison d'un quartier ouvrier et s'occuper plus particulièrement, mais non exclusivement, des problèmes de santé qu'y connaît la population.

Dès 1873, les « petites sœurs » vont obtenir la permission de porter leur costume religieux (p. 41) et en 1875, c'est la reconnaissance diocésaine. L'expansion se fait très rapidement, de sorte qu'à la mort d'Antoinette Fage, en 1883, l'organisation possède déjà une dimension internationale : elle est présente en Angleterre (depuis 1880), aux États-Unis et en Irlande (1891), en Belgique (1900), etc. (p. 44). Cette congrégation se caractérise, outre son inspiration religieuse, par l'accent mis sur une formation technique, le plus souvent proche de celle d'infirmière. Pour ce qui est du financement, dès le début, il y aura « la quête à domicile » ainsi que la création, en 1876, des « Dames servantes des pauvres », une sorte de groupe de « dames patronnesses » faisant appel « à la générosité de l'élite locale » (p. 46). Quant à l'intervention proprement dite, organisée selon les principes chrétiens, elle met sur pied des « fraternités » (regroupements séparés d'hommes et de femmes), où doit régner une « ambiance fraternelle » et qui vise à « régénérer les familles ouvrières » et « à refaire une société » (p. 40).

Le chapitre 2 retrace l'insertion de la congrégation en terre québécoise. C'est en pleine crise, plus précisément en 1933, qu'un petit groupe de sept religieuses débarque à Montréal et s'installe dans le quartier Centre-Sud (p. 59). Ici aussi, le financement des œuvres est assuré par la « quête » et la création de l'Association des amies des œuvres qui regroupe un certain nombre de familles fortunées (p. 60). Les « petites sœurs » tentent d'innover sur le plan social et, dès 1938, elles ouvrent une maison à Ville LaSalle. Rapidement, elles multiplient les lieux d'intervention : Sherbrooke (1944), les quartiers Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve de Montréal (1959), Sudbury (1959), Valleyfield (1961), etc. : il s'agit toujours de permettre aux infirmières et aux aides ménagères d'assurer une présence permanente dans les familles ouvrières (p. 64). À partir de 1955, on organise un rassemblement de toutes les fraternités du Canada, avec sa fête annuelle, afin de briser l'anonymat et l'isolement des villes (p. 69).

Le chapitre 3 porte sur les « assauts de la modernité » et il évoque plus qu'il analyse l'évolution du Québec durant les années 1960 : la Révolution tranquille, l'arrivée des comités des citoyens, la crise religieuse, ainsi que les conséquences de tous ces phénomènes sur les

nouveaux rapports entre l'Église et l'État, particulièrement dans le champ sociosanitaire. Progressivement, les petites sœurs de l'Assomption vont être « dépossédées de leurs œuvres ». Avec la mise en place du ministère des Affaires sociales, la création des Centres de services sociaux (C.S.S.) et des Centres locaux de services communautaires (C.L.S.C.) au cours des années 1970, l'auteur estime que désormais cette dépossession est devenue « totale » (p. 81). La prise en charge par l'État de ce secteur après celui de l'éducation, vient bouleverser la légitimité des petites sœurs de l'Assomption et les oblige à modifier leur mode d'intervention auprès des familles ouvrières.

Mais il y a plus, car à cette période de montée de l'État québécois a correspondu une grave crise du catholicisme qui étonne par son ampleur et sa rapidité : en un peu plus de dix ans, « c'est apparemment l'effondrement complet de tout un système triomphant qui semblait pourtant avoir fait ses preuves » (p. 90). Cette crise est illustrée par une série d'indicateurs bien connus : baisse très sensible du recrutement et de la pratique religieuse, abandon de la vie religieuse et, surtout, baisse du statut des religieux et des religieuses : « la vocation religieuse n'est plus une avenue privilégiée pour la réalisation personnelle des femmes, elle n'est plus le chemin obligé pour devenir enseignante ou infirmière » (p. 93). Toute cette évolution est venue frapper de plein fouet la Congrégation des petites sœurs de l'Assomption : progressivement, il a fallu vendre les premières maisons devenues trop grandes pour s'installer dans des appartements, abandonner le costume religieux pour l'habit civil, réorganiser le financement de la communauté, etc.

Cette restructuration est analysée dans le chapitre 4. Concrètement, cela impose à la communauté de se redéployer dans de nouvelles structures. Au début de la phase de sécularisation du réseau sociosanitaire, tout se passe dans le consensus, sans trop de conflits ni difficultés majeures : les religieuses participent aux organismes d'État à titre de personnel salarié et elles amorcent ainsi leur travail d'accompagnement auprès des groupes populaires. En effet, engagées d'abord pour permettre le démarrage des C.L.S.C., les religieuses vont peu à peu s'orienter vers un travail plus communautaire, qui représentait une certaine rupture par rapport aux activités antérieures. C'est à cette époque, vers 1970, qu'elles vont s'engager dans de nouveaux projets (dans les habitations Jeanne-Mance, chez les Amérindiens en Ontario), pour finalement s'orienter dans les années 1980 vers les créneaux laissés libres par l'État. Les activités des Services familiaux Étienne Peret dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal illustrent assez bien cette évolution. En somme, pour l'auteur, dans un nouveau contexte marqué en particulier par la croissance de l'État et la sécularisation de la société, les « petites sœurs » ont pu faire preuve de réalisme, d'une part, en réévaluant leurs activités traditionnelles et de créativité, d'autre part, en s'adaptant aux nouveaux besoins, et cela, sans trahir leur idéal de départ, celui de la présence aux défavorisés.

Finalement, dans les deux derniers chapitres, l'auteur aborde le processus d'ajustement ou d'adaptation du discours religieux à cette réalité nouvelle. En effet, en même temps qu'elles transforment leurs œuvres, les « petites sœurs » s'efforcent « de réinventer un nouveau message théologique de présence au monde » (p. 127), toujours inspirées par le désir de « servir les pauvres ». Ce nouveau discours parle plus que jamais de « partager le vécu », « descendre dans la rue », etc., et il va entraîner aussi une nouvelle façon de vivre en communauté (p. 163).

En résumé, il s'agit d'un ouvrage sans prétention, bien écrit, et qui éclaire d'une lumière nouvelle une période importante de l'histoire récente du Québec : celle de la sécularisation du réseau des services de santé et des services sociaux et de sa prise en charge par l'État. Soulignons en terminant avec l'auteur, que pendant cette période « de séparation de l'Église et

de l'État», les petites sœurs de l'Assomption ont pu vivre cette période de grands bouleversements avec «calme et sérénité», tout en réussissant à adapter et à poursuivre leurs œuvres, ce qui est tout à leur honneur.

Robert MAYER

*Service social,
Université de Montréal.*

Giselle HUOT, *Un rêve inouï... des milliers de jeunes*, Éditions Anne Sigier, Sainte-Foy, 1991, 528 p.

Cheville ouvrière de l'édition critique de l'œuvre de Lionel Groulx, la médiéviste Giselle Huot a déjà publié, en 1987, une monographie sur Marie de la Charité, fondatrice de la première communauté dominicaine du Canada. Elle nous revient, en 1991, avec un ouvrage sur Élisabeth Turgeon, fondatrice des Sœurs des Petites Écoles, nom changé, en 1891, pour Congrégation de Notre-Dame du Saint-Rosaire.

Rares sont les monographies de communautés religieuses présentées dans un solide encadrement scientifique. C'est le cas de celle-ci. Une riche bibliographie comprend des sources tirées d'archives de communautés, d'évêchés, de paroisses ainsi que de nombreuses études à la fine pointe de l'historiographie religieuse. Un index onomastique et thématique et plusieurs notes font, du volume, un bon instrument de recherches pour les historiens. S'ajoutent, en annexe, un tableau des Sœurs des Petites écoles, de 1874 à 1881, et une liste complète des maisons de la Congrégation de 1874 à 1991. Enfin, une chronologie des événements, de 1832 à 1990, et l'arbre généalogique d'Élisabeth Turgeon servent de balises à ce long récit de 500 pages.

Hélas ! C'est en vain qu'on cherche une véritable introduction. À la place, un prologue où l'auteure établit l'approche de son étude : ni un plaidoyer, ni une apologie, mais une rencontre honnête avec Élisabeth Turgeon « par l'intermédiaire des textes, des témoignages, des documents ». (P. 15.) On ne situe pas clairement l'ouvrage, on n'identifie pas les buts, ni les perspectives de la démarche, ni le cadre spatial. La conclusion qui aurait pu ramasser les grandes idées sera tout aussi absente. D'où une lecture un peu décevante qui entraîne dans des dédales de minitieux détails ; ils font perdre le fil de l'histoire de la fondatrice. Celle-ci n'apparaît d'ailleurs à peu près pas avant la page 190.

De peine et de misère, on en arrive à dégager, tout au long de ce récit qui n'a rien de linéaire, qu'Élisabeth Turgeon, native de Beaumont, diplômée de l'École normale Laval, finit par répondre à l'invitation de Mgr Langevin, évêque de Rimouski, d'aller ouvrir, dans son diocèse, une sorte de communauté laïque (sans vœux), destinée à pourvoir les petites écoles de campagne d'institutrices compétentes. À force de ténacité, Élisabeth Turgeon amène petit à petit l'Évêque à donner son autorisation à la règle des vœux et à l'approbation des premières constitutions.